

Le Canada a continué d'exercer une influence modeste dans le règlement des conflits régionaux, mais a fait des efforts majeurs pour remédier aux conséquences de la sécheresse et de la famine en Afrique, particulièrement en Éthiopie. Les activités diplomatiques entreprises pour atteindre ces deux objectifs ont donné lieu notamment à plusieurs visites de ministres et de hauts fonctionnaires, et à des discussions où le gouvernement canadien œuvrait pour un monde meilleur, pacifique et plus harmonieux.

Les neuf missions canadiennes d'immigration situées en Afrique et au Moyen-Orient ont délivré 4 734 visas d'immigrants en 1984-1985. En outre, 553 réfugiés et 30 775 visiteurs de cette région ont été admis au Canada.

Quinze visiteurs importants d'Afrique et du Moyen-Orient sont venus en tournée de familiarisation au Canada durant l'année. Les Ballets Jazz de Montréal ont fait une tournée dans huit pays d'Afrique et l'équipe olympique canadienne de soccer a fait une tournée de cinq pays en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, ce qui est révélateur des efforts soutenus afin d'améliorer la visibilité du Canada dans la région.

Afrique

Les relations du Canada avec l'Afrique se sont poursuivies en fonction des thèmes traditionnels – les liens du Commonwealth, la communauté francophone, les questions des droits de la personne (particulièrement en Afrique du Sud) et l'engagement du Canada envers la coopération et le développement. En 1984 toutefois, la famine et la sécheresse en Afrique ont ajouté une nouvelle dimension à cette relation. Soir après soir, les Canadiens ont vu sur leurs écrans de télévision se dérouler la tragédie humaine résultant de la sécheresse en Éthiopie et, à un moindre degré, dans d'autres régions d'Afrique.

La famine en Éthiopie et dans la région du Sahel en Afrique a suscité une vague de compassion humanitaire chez les Canadiens, qui a incité plusieurs groupes de services publics à organiser de nombreuses campagnes d'aide pour les victimes. Les citoyens canadiens ont versé plus de 35 millions de dollars à divers organismes d'aide, tandis que le gouvernement donnait une somme équivalente et ajoutait une somme supplémentaire de 65 millions de dollars à un fonds spécial pour l'Afrique; il a également donné 150 millions de dollars d'aide alimentaire et 18 millions de dollars d'aide humanitaire sous d'autres formes. En outre, il a versé 100 millions de dollars au Fonds spécial d'aide à l'Afrique subsaharienne créé par la BIRD. Le ministère des Affaires extérieures a participé étroitement aux efforts entrepris pour lutter contre la famine et pour mettre sur pied et assurer le fonctionnement continu du Bureau du coordonnateur canadien de secours d'urgence/famine africaine. Le ministère a fourni l'appui nécessaire pour les trois visites du coordonnateur en Europe et dans divers pays africains.

Les Canadiens ont également pris conscience de l'augmentation de la violence en Afrique du Sud et la question de l'apartheid demeure un important sujet de préoccupation pour de nombreuses personnes. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a annoncé qu'il procéderait à une révision approfondie de la politique du Canada à l'égard de l'Afrique du Sud et des consultations ont été entreprises avec divers groupes et personnes intéressés. Cette question a pris un relief particulier en raison de la visite au Canada du récipiendaire du Prix Nobel de la paix, l'évêque Desmond Tutu d'Afrique du Sud, qui a été reçu par le premier ministre et ovationné par la Chambre des communes le 21 décembre 1984.

Les conflits se sont poursuivis au Tchad, au Sahara occidental et dans la Péninsule somalienne, sans espoir de solution dans un proche avenir. La question de l'indépendance de la Namibie a continué de préoccuper le ministère. La stagnation économique et l'agitation politique ont été la norme cette année dans de nombreux pays africains. Le Canada a continué d'appuyer les efforts de l'Organisation de l'unité africaine en vue de résoudre les conflits et d'alléger les tensions et a contribué à résoudre les problèmes économiques par le biais de programmes d'aide et de développement; il s'agissait à la fois de programmes bilatéraux et de programmes élaborés conjointement avec la Banque africaine de développement et le FMI.

Des visites ministérielles entre le Canada et divers pays africains, particulièrement en Afrique francophone, ont permis de développer et de renforcer les contacts; le Canada souhaitait améliorer l'efficacité de son programme d'aide, diversifier et accroître ses relations commerciales, améliorer le dialogue politique dans un contrat bilatéral et les forums internationaux, et accroître les échanges culturels, sportifs et éducatifs.

En avril 1984, le ministre des Affaires extérieures a effectué une visite en Algérie et en Tunisie; au mois de janvier 1985, il s'est rendu en Côte d'Ivoire pour assister à des réunions de la Commission bilatérale et a ensuite effectué une visite au Kenya pour y constater le progrès de divers projets bilatéraux. En novembre 1984, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a effectué une brève visite en Éthiopie pour se rendre compte lui-même de la famine qui y sévissait. En outre, les représentants canadiens ont effectué une visite officielle au Zimbabwe et ont assisté aux cérémonies inaugurales du nouveau mandat de sept ans du président Mobutu au Zaïre, à la réunion annuelle du Comité de la société de développement de l'Afrique du Sud (CSDAS) au Swaziland en février 1985 et aux fêtes du trentième anniversaire de la révolution algérienne en novembre 1984.

Le Canada a également été l'hôte de plusieurs missions ministérielles portant sur divers sujets. Par exemple, le ministre algérien de la culture et du tourisme a signé un accord de coopération cinématographique. Divers ministres du Sénégal, du Bénin, du Cameroun, de la République centrafricaine, de la Guinée, du Ruanda, du Togo, de l'Éthiopie, de la Tanzanie et du Kenya, ainsi qu'une délégation dirigée par le secrétaire exécutif du CSDAS ont effectué des visites au Canada. Une importante délégation algérienne se trouvait à Ottawa en mars 1985 pour assister à la réunion de la Commission bilatérale, à l'invitation du ministre des Relations extérieures.

Les relations commerciales avec l'Afrique se sont nettement améliorées au cours de l'année. Après une année difficile en 1983, caractérisée par des problèmes économiques et financiers dans la plupart des pays africains, les exportations de produits canadiens sont revenues au niveau de 1,5 milliard de dollars en 1984. De plus, le Canada a fourni à l'Afrique environ 400 millions de dollars en services de conseil, les principaux marchés restant l'Algérie, l'Afrique du Sud, la Tunisie, le Nigeria et la Libye. Le Canada a importé pour 1,1 milliard de dollars de produits africains l'année dernière.

Les Affaires extérieures ont poursuivi la promotion des activités commerciales en Afrique en apportant leur aide aux exportateurs et en œuvrant à la création d'un climat commercial favorable. On a porté un intérêt tout particulier au marché gabonais et l'on s'attend à une augmentation des